

N° 75-001-XIF au catalogue



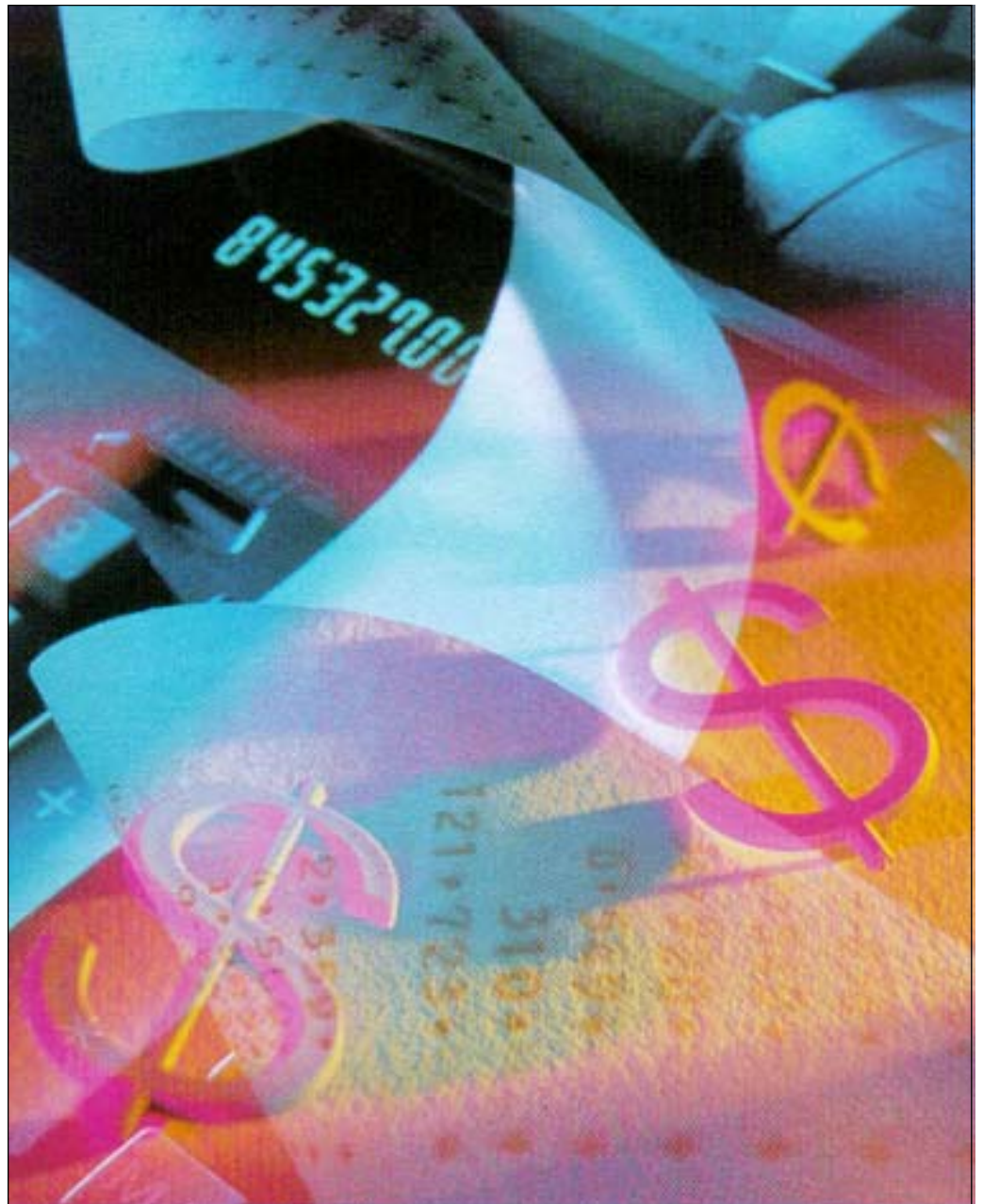
L'EMPLOI ET LE REVENU EN PERSPECTIVE

NOVEMBRE 2001

Vol. 2, n° 11

■ RECHERCHE D'UN
EMPLOI À TEMPS
PARTIEL : TENDANCES

■ REVENU DE 1999 :
UN APERÇU



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

À votre service...

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : *L'emploi et le revenu en perspective*, 9-A6, Jean-Talon, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4608; courriel : perspective@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer sans frais avec Statistique Canada au 1 800 263 1136.

L'emploi et le revenu en perspective

(n° 75-001-XIF au catalogue; also available in English: *Perspectives on Labour and Income*, Catalogue no. 75-001-XIE) est publié trimestriellement par le ministre responsable de Statistique Canada. ©Ministre de l'Industrie, 2001. ISSN : 0843-4565.

Prix : 5 \$CAN l'exemplaire, 48 \$CAN pour un abonnement annuel. Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

-	nombre indisponibles
...	n'ayant pas lieu de figurer
--	nombre infimes
p	nombre provisoires
r	nombre rectifiés
x	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i> relatives au secret

Faits saillants

Dans ce numéro

■ Recherche d'un emploi à temps partiel : tendances

- En 2000, 1,1 million de personnes étaient en chômage. Parmi celles-ci, 757 000 étaient à la recherche d'un emploi à temps plein, 207 000 étaient à la recherche d'un emploi à temps partiel, et les autres (126 000) étaient soit en mise à pied temporaire ou allaient commencer un emploi au cours des prochaines semaines.
- Selon le cycle économique, la part de chercheurs d'emploi à temps plein chez les chômeurs a fluctué entre 75,0 % et 81,7 % de 1976 à 1996. Cette part a chuté à 73,4 % en 1997, puis a diminué de façon continue pour atteindre 69,5 % en 2000. À l'inverse, la part de chercheurs d'emploi à temps partiel a connu une tendance à la hausse légère mais constante (de 11,7 % à 14,8 %) entre 1976 et 1996. Une hausse importante (à 17,3 %), en 1997, était suivie par des progressions au cours des deux années suivantes. La part s'est stabilisée à 19,0 % en 2000. Les variations importantes dans la part de la recherche d'emploi à temps plein et partiel entre 1996 et 1997 étaient principalement attribuées aux changements apportés au questionnaire de l'Enquête sur la population active en 1997.
- En ne tenant compte que de la période de 1976 à 1996, la presque totalité (99 %) de la hausse globale dans la part du groupe de chercheurs d'emploi à temps partiel peut être attribuée à l'effet de la tendance. Les variations en raison des facteurs démographiques n'avaient pas d'effet significatif sur l'augmentation. Les jeunes constituaient l'ensemble de l'effet de la tendance.
- Les chômeurs à la recherche d'un emploi à temps partiel forment un groupe hétérogène. En 2000, la majorité étaient des femmes, avaient entre 15 et 24 ans, et n'avaient pas d'enfant de moins de 16 ans.

Perspective

À votre service...

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : *L'emploi et le revenu en perspective*, 9-A6, Jean-Talon, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4608; courriel : perspective@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer sans frais avec Statistique Canada au 1 800 263 1136.

L'emploi et le revenu en perspective

(n° 75-001-XIF au catalogue; also available in English: *Perspectives on Labour and Income*, Catalogue no. 75-001-XIE) est publié trimestriellement par le ministre responsable de Statistique Canada. ©Ministre de l'Industrie, 2001. ISSN : 0843-4565.

Prix : 5 \$CAN l'exemplaire, 48 \$CAN pour un abonnement annuel. Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

-	nombres indisponibles
...	n'ayant pas lieu de figurer
--	nombres infimes
p	nombres provisoires
r	nombres rectifiés
x	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i> relatives au secret

Recherche d'un emploi à temps partiel : tendances

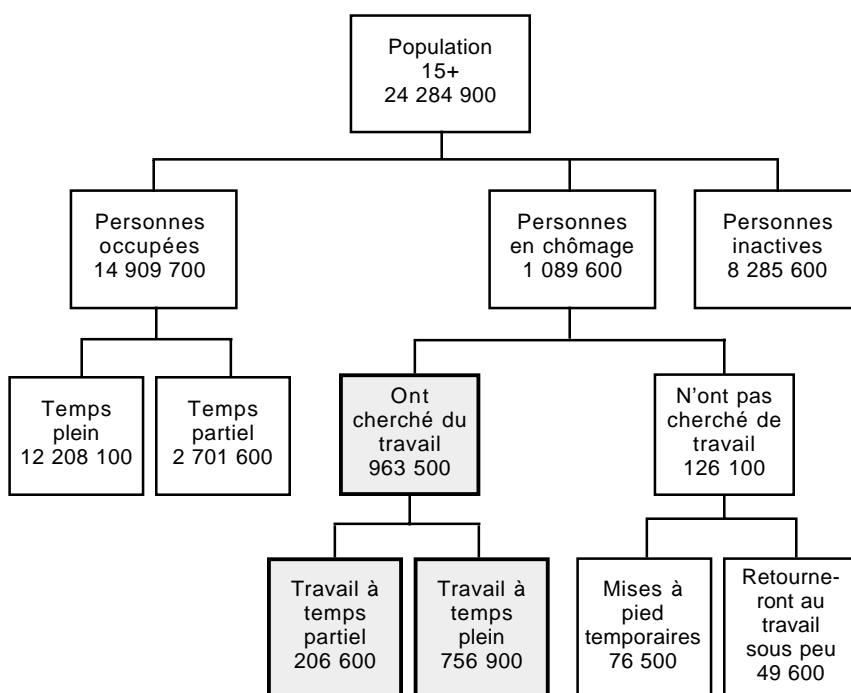
Berouk Terefe

LES TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL ont suscité beaucoup d'intérêt au fil des années. Leur nombre augmente-t-il en tant que proportion de la population active? Travaillent-ils à temps partiel par choix? Reçoivent-ils moins d'avantages que les travailleurs à temps plein? Il n'est peut-être pas étonnant qu'on se soit presque toujours préoccupé exclusivement des personnes occupées. Dans l'Enquête sur la population active (EPA), on demande toutefois aux chômeurs s'ils sont à la recherche d'un emploi à temps plein ou à temps partiel. Les tendances et les caractéristiques chez les deux groupes sont-elles différentes? Voilà l'objet de la présente étude.

Dans la première partie de l'étude, il est question des tendances chez les *chercheurs d'emploi* en chômage à la recherche d'un travail à temps plein et à temps partiel entre 1976 et 1996, ainsi qu'entre 1997 et 2000. Dans la deuxième partie, on traite de l'apport des facteurs démographiques (comme l'augmentation de la participation des femmes dans la population active et le vieillissement de la population active) et de la tendance (tous les autres facteurs) aux changements dans la part globale du travail à temps partiel entre 1976 et

Berouk Terefe est au service de la Division des comptes des revenus et des dépenses. On peut communiquer avec lui au (613) 951-4616 ou à berouk.terefe@statcan.ca.

Situation d'activité, 2000



Source : Enquête sur la population active

1996 (pour éliminer l'effet du remaniement de 1997 de l'EPA). Dans la troisième partie, on examine les caractéristiques démographiques des deux groupes de chômeurs à la recherche d'un emploi en 2000.

La population active en chômage est composée de deux groupes principaux : une première composante formée d'un vaste

groupe de personnes à la recherche d'un emploi, et un groupe beaucoup moins important composé de personnes n'étant pas à la recherche d'un emploi. La première composante se divise en deux sous-éléments : les personnes qui recherchent un emploi à temps plein (30 heures ou plus par semaine) et celles qui recherchent un emploi à temps partiel (moins de 30 heures par semaine). Le second groupe est

composé, lui aussi, de deux sous-éléments : les personnes mises à pied de façon temporaire et celles qui commenceront un nouvel emploi au cours des prochaines semaines (voir *Situation d'activité, 2000*).

Tendances dans la recherche d'un emploi à temps plein et à temps partiel

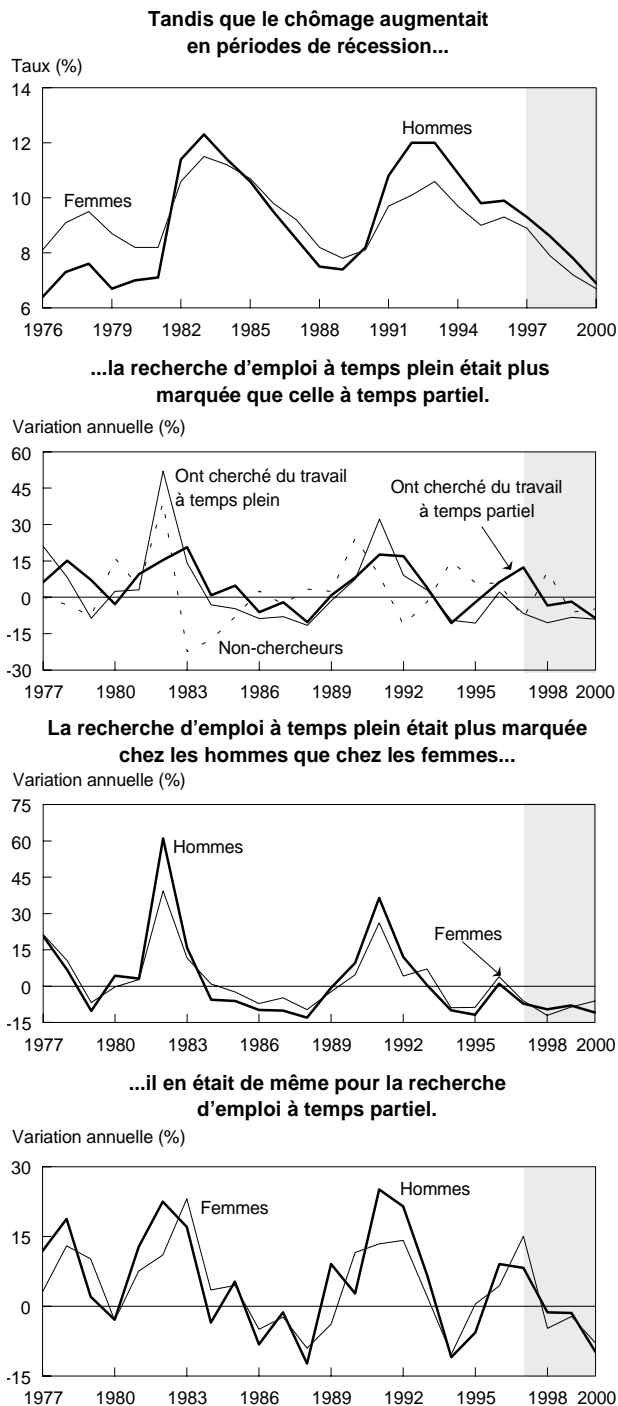
Le nombre de chômeurs a augmenté de 95 % (il est passé de 738 200 à 1 436 900) entre 1976 et 1996. Même s'il y a eu une croissance numérique plus marquée chez les chercheurs d'emploi à temps plein (531 200), les chercheurs d'emploi à temps partiel ont connu une hausse plus élevée en pourcentage (146 % par rapport à 96 %). Le nombre d'hommes en chômage à la recherche d'un emploi à temps plein a crû de 96 %, tout comme le nombre de femmes. Par ailleurs, le nombre d'hommes en chômage à la recherche d'un travail à temps partiel a augmenté de 188 %, tandis que la hausse correspondante chez les femmes était de 124 %.

Selon le cycle économique, la part de chercheurs d'emploi à temps plein a fluctué entre 75,0 % et 81,7 % de 1976 à 1996 (graphique A). Le niveau en 1996 (75,5 %) était pratiquement le même qu'en 1976 (tableau 1). Par ailleurs, la part des chercheurs d'emploi à temps partiel a connu une tendance à la hausse légère mais constante entre 1976 et 1996, passant de 11,7 % à 14,8 %.

Entre 1996 et 1997, le nombre de chercheurs d'emploi à temps plein a chuté, passant de 1 084 800 à 1 012 400, et leur part a reculé de façon marquée (de 75,5 % à 73,4 %). À l'opposé, le nombre de chercheurs d'emploi à temps partiel a grimpé de 212 400 à 238 600 (l'ensemble de la hausse se manifestant chez les femmes) et leur part a progressé de 14,8 % à 17,3 % (graphique B)¹.

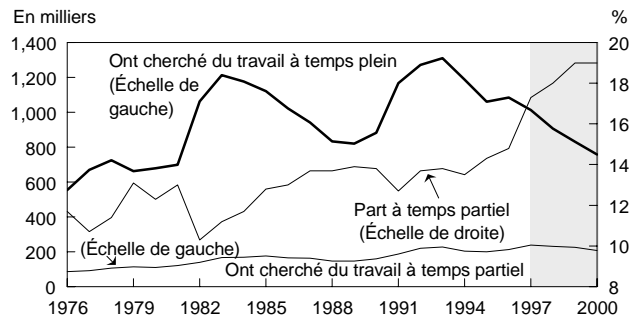
Entre 1997 et 2000, on a enregistré une baisse soutenue du nombre de chercheurs d'emploi à temps plein et à temps partiel — ceux-ci totalisant 756 900 et 206 600 respectivement — comme on pouvait s'y attendre en temps de prospérité économique. Toutefois, leurs parts étaient différentes — les chercheurs d'emploi à temps plein diminuant à 69,5 %, ceux associés au temps partiel augmentant à 19,0 %. Ces variations dans les proportions peuvent être attribuées principalement aux changements apportés au questionnaire de l'EPA en 1997 (voir *Remaniement du questionnaire de l'EPA de 1997*).

Graphique A : Chômeurs selon le type d'emploi recherché



Source : Enquête sur la population active

Graphique B : La part de recherche d'emploi à temps partiel a augmenté après le remaniement de l'EPA de 1997.



Source : Enquête sur la population active

Caractéristiques des chercheurs d'emploi

En 2000, des 1 089 600 personnes en chômage, 69 % étaient à la recherche d'un emploi à temps plein, tandis que 19 % cherchaient un emploi à temps partiel². Les autres étaient en mise à pied temporaire (7 %) ou s'attendaient à travailler sous peu (5 %). Plus de 58 % des personnes à la recherche d'un travail à temps plein étaient des hommes, tandis que 60 % de celles qui cherchaient un travail à temps partiel étaient des femmes (tableau 3).

Plus d'hommes que de femmes étaient à la recherche d'un emploi à temps plein, soit un ratio de 1,4 à 1. La plupart de ces personnes étaient âgées entre 25 et 54 ans, et 55 % avaient, tant chez les hommes que chez les femmes, une scolarité équivalente au niveau secondaire tout au plus (en comparaison avec environ 80 %

Facteurs affectant la recherche d'un emploi à temps partiel

Étant donné la rupture dans la série chronologique engendrée par le remaniement de 1997 de l'Enquête sur la population active, il est question ci-après de la période s'échelonnant de 1976 à 1996. On a décomposé la variation de la proportion de chercheurs d'emploi à temps partiel entre 1976 et 1996 (3,1 points de pourcentage) pour isoler la part découlant de la variation de la composition démographique (le sexe et l'âge) et de la tendance (voir *Formule de décomposition*).

L'augmentation du nombre d'emplois à temps partiel recherchés entre 1976 et 1996 était presque entièrement attribuable à la tendance. La part de cette dernière était de 99 % (3,06 points de pourcentage), tandis que seulement 1 % (0,02 point) de la hausse était attribuable aux déplacements démographiques (tableau 2). Presque toute la part de la tendance provenait des 15 à 24 ans.

Tableau 1 : Part du chômage

Année	Total	Ont cherché du travail à temps plein	Ont cherché du travail à temps partiel	En mise à pied temporaire	Retourneront au travail sous peu	%				
1976	100,0	75,0	11,7	9,4	4,0					
1977	100,0	77,9	10,7	7,9	3,5					
1978	100,0	78,3	11,4	6,8	3,5					
1979	100,0	76,7	13,1	6,7	3,5					
1980	100,0	76,2	12,3	8,3	3,2					
1981	100,0	75,5	13,0	8,2	3,3					
1982	100,0	78,7	10,3	8,8	2,2					
1983	100,0	81,1	11,2	5,7	2,0					
1984	100,0	81,7	11,7	4,6	2,0					
1985	100,0	80,9	12,8	4,1	2,2					
1986	100,0	80,0	13,0	4,9	2,1					
1987	100,0	79,0	13,7	4,9	2,4					
1988	100,0	77,9	13,7	5,7	2,7					
1989	100,0	77,4	13,9	5,7	3,0					
1990	100,0	76,3	13,8	7,4	2,5					
1991	100,0	78,9	12,7	6,8	1,7					
1992	100,0	79,4	13,7	5,4	1,5					
1993	100,0	79,6	13,8	4,9	1,7					
1994	100,0	78,3	13,5	5,9	2,3					
1995	100,0	76,2	14,3	6,9	2,6					
1996	100,0	75,5	14,8	7,3	2,4					
1997	100,0	73,4	17,3	6,3	3,0					
1998	100,0	70,9	18,0	7,6	3,4					
1999	100,0	69,9	19,0	7,3	3,9					
2000	100,0	69,5	19,0	7,0	4,5					

Source : Enquête sur la population active

Tableau 2 : Effets de divers facteurs sur la part de chercheurs d'emploi à temps partiel entre 1976 et 1996

	Variation du taux de recherche d'emploi à temps partiel	Proportion de la variation selon	
		Déplacement démographique*	Tendance**
Les deux sexes	3,08	0,02	3,06
Hommes	1,93	-0,02	1,95
Femmes	1,15	0,04	1,11
15 à 24 ans	2,36	-5,57	7,94
25 à 54 ans	0,70	1,58	-0,88
55 ans et plus	0,01	0,09	-0,08

Source : Enquête sur la population active

* En maintenant la constance du taux de recherche d'un emploi à temps partiel, cela représente la variation du taux de recherche d'un emploi à temps partiel en raison des changements de la part du groupe spécifique selon l'âge ou le sexe.

** En maintenant la constance de la part du groupe spécifique selon l'âge ou le sexe, cela représente la variation du taux de recherche d'un emploi à temps partiel en raison des variations du taux de recherche de ce type d'emploi.

des 15 à 24 ans). Les hommes célibataires constituaient la plus forte proportion (48 %) de ceux cherchant un emploi à temps plein, tandis que chez les femmes, la plupart (55 %) étaient mariées.

Les chercheurs d'emploi à temps partiel, d'autre part, étaient surtout des femmes, soit un ratio de 1,5 à 1. La plupart de ces personnes étaient âgées entre 15 et 24 ans, avaient une scolarité équivalente au niveau secondaire tout au plus et étaient célibataires et sans

enfant. Les femmes constituaient également 91 % des personnes à la recherche d'un emploi à temps partiel âgées entre 25 et 54 ans avec des enfants de moins de 16 ans à la maison.

Les travailleurs occupés à temps partiel forment un groupe très hétérogène (Blank, 1994). La plupart des femmes travaillent à temps partiel en attendant de trouver du travail à plein temps ou plutôt qu'être inactives; peu de femmes considèrent le temps partiel comme une transition vers le temps plein. En outre, les femmes ayant de jeunes enfants, plus d'enfants, ou un niveau supérieur d'autres sources de revenu sont plus susceptibles de travailler à temps partiel³. Selon la présente étude, cependant, seulement 25 % des femmes à la recherche d'un emploi à temps partiel ont de jeunes enfants à la maison; parmi ces femmes, 13 % avaient des enfants d'âge préscolaire et 12 % avaient des enfants âgés entre 5 et 12 ans.

Résumé

Depuis les 25 dernières années, la proportion de personnes à la recherche d'un travail à temps partiel a augmenté de façon soutenue. La hausse de la part de chercheurs d'emploi à temps partiel en 1997 a été très marquée — surtout en raison de la révision apportée à la formulation ambiguë du questionnaire de l'Enquête sur la population active.

Entre 1976 et 1996, la croissance dans la part de chercheurs d'emploi à temps partiel parmi les chômeurs peut être presque entièrement attribuée à la tendance, plutôt qu'à des déplacements démographiques quelconques. En 2000, ce sont surtout les femmes de 15 à 24 ans qui étaient à la recherche d'un emploi à

Formule de décomposition

La source des données utilisée pour l'étude est l'Enquête sur la population active. On a procédé à une décomposition en utilisant une analyse de type « shift-share » pour isoler la part de certaines variables démographiques, le sexe et l'âge, et de la tendance dans les variations de la croissance du nombre de chercheurs d'emploi à temps partiel. Les points limites utilisés dans la décomposition sont 1976 et 1996. La décomposition a été faite au moyen de la formule suivante :

$$X_{t+h} - X_t = \sum_{i=1}^n \left[\left(\frac{y_t^i + y_{t+h}^i}{2} \right) * (x_{t+h}^i - x_t^i) \right] + \sum_{i=1}^n \left[\left(\frac{x_t^i + x_{t+h}^i}{2} \right) * (y_{t+h}^i - y_t^i) \right]$$

X_t = part totale de chercheurs d'emploi à temps partiel au temps t

x_t^i = part de chercheurs d'emploi à temps partiel pour le sexe i ou le groupe d'âge i au temps t

y_t^i = chômage total pour le sexe ou le groupe d'âge i au temps t en tant que proportion du chômage total

h = nombre d'années entre l'année de référence et la dernière année de l'analyse

Tableau 3 : Chômeurs à la recherche d'un emploi, 2000

	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Cher- cheurs d'emploi à temps plein	Cher- cheurs d'emploi à temps partiel	Cher- cheurs d'emploi à temps plein	Cher- cheurs d'emploi à temps partiel	Cher- cheurs d'emploi à temps plein	Cher- cheurs d'emploi à temps partiel
Total	756 900	206 600	442 500	81 800	314 400	124 800
	%					
Ensemble des âges	100	100	100	100	100	100
15 à 24 ans	24	61	25	79	22	50
25 à 54 ans	69	32	67	15	71	43
25 à 34 ans	25	11	24	6	25	15
35 à 44 ans	26	12	26	5	27	17
45 à 54 ans	18	9	17	5	19	11
55 ans et plus	8	6	8	6	7	6
Niveau d'instruction						
15 à 24 ans	100	100	100	100	100	100
Études secondaires ou moins	80	94	82	95	77	92
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	16	5	14	5	18	6
Grade universitaire	4	1	4	1	6	1
25 ans et plus	100	100	100	100	100	100
Études secondaires ou moins	55	55	55	56	55	54
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	30	30	30	29	30	31
Grade universitaire	15	15	15	15	15	15
État matrimonial	100	100	100	100	100	100
Célibataire	42	65	48	83	32	53
Marié	48	29	44	14	55	39
Autre	10	6	8	3	13	8
Situation familiale	100	100	100	100	100	100
Avec des enfants à la maison	34	23	28	7	42	34
Âge préscolaire	10	9	9	3	12	13
5 à 12 ans	12	8	10	2	16	12
13 ans et plus	11	6	9	2	15	9
Moins de 16 ans, avec parent(s) âgé(s) entre 25 et 54 ans	24	17	21	4	30	25
Sans enfant	66	77	72	93	58	66
Canada	100	100	100	100	100	100
Terre-Neuve	4	1	4	1	4	1
Île-du-Prince-Édouard	1	0	1	0	1	0
Nouvelle-Écosse	4	3	4	3	4	3
Nouveau-Brunswick	4	2	4	2	3	2
Québec	31	21	32	19	30	23
Ontario	31	41	29	45	34	39
Manitoba	2	3	3	3	2	3
Saskatchewan	2	2	3	2	2	2
Alberta	7	10	7	10	7	10
Colombie-Britannique	13	15	14	14	12	16

Source : Enquête sur la population active

temps partiel. La plupart étaient célibataires et sans enfant, et avaient une scolarité équivalente au niveau secondaire tout au plus.

Perspective

Notes

1 Le remaniement du questionnaire de l'EPA a été instauré graduellement à partir de septembre 1996 et le processus s'est achevé en 1997. Les changements apportés au questionnaire ont surtout touché les femmes puisque ce sont ces dernières qui constituent la plus grande partie des chercheurs d'emploi à temps partiel.

2 En 2000, environ 18 % des personnes occupées travaillaient à temps partiel.

3 Dans son étude, Blank analyse la dynamique du comportement des femmes adultes sur le marché du travail pendant une période de 14 ans, soit de 1976 à 1989. Elle explore les choix selon l'offre de main-d'œuvre parmi les femmes qui travaillent à temps plein et à temps partiel, ou qui ne sont pas sur le marché du travail.

Documents consultés

BLANK, R. *The dynamics of part-time work*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass., 1994, n° 4911, « NBER working paper series », < <http://papers.nber.org/papers/W4911> >.

DROLET, M., et R. MORISSETTE. « Travailler plus? Travailler moins? Que préfèrent les travailleurs canadiens? », n° 11F0019F au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Direction des études analytiques, 1997, n° 104, « Document de recherche ».

EHRENBERG, R., et R. SMITH. *Modern Labor Economics : Theory and Public Policy*, Harper Collins, New York, 1991, 4^e édition.

Remaniement du questionnaire de l'EPA de 1997

Plusieurs changements au contenu du questionnaire de l'Enquête sur la population active (EPA) ont été apportés pendant le remaniement de 1997 afin d'améliorer la qualité des données. Un de ces changements consistait à effectuer l'élimination d'ambiguïtés possibles relativement à la classification des chômeurs à la recherche d'un emploi à temps plein ou à temps partiel.

Avant 1997, la question était :

Cherchait-il (elle) un emploi à temps plein ou à temps partiel?

À temps plein À temps partiel
(30 heures ou plus (moins de 30 heures
par semaine) par semaine)

Parce que les interviewers ne lisaient qu'à l'occasion les définitions des termes *temps plein* et *temps partiel* aux répondants, ces derniers étaient libres de donner leur propre interprétation à ces termes. Afin d'éliminer l'ambiguïté, les définitions de temps plein et temps partiel ont été intégrées à la question de la façon suivante :

Voulait-[il/elle] un emploi de plus, ou de moins de 30 heures par semaine?

Cela semble avoir eu comme résultat d'accroître la proportion du nombre de chômeurs à la recherche d'un emploi à temps partiel et proportionnellement, une diminution de celle à la recherche d'un emploi à temps plein. Cela a été clairement démontré par une comparaison des résultats de l'enquête. Pendant la période d'introduction, en novembre 1996, trois groupes de renouvellement de l'EPA ont répondu à l'ancien questionnaire alors que les trois autres groupes répondaient au nouveau.

Des ensembles de données additionnelles couvrant différentes périodes corroborent les conclusions tirées des résultats du mois de novembre 1996.

L'introduction du questionnaire remanié de 1997 a mené à une discontinuité de la série des données de l'EPA quant aux personnes à la recherche d'un emploi à temps plein ou à temps partiel — cela a provoqué un déplacement à la hausse de la proportion de personnes à la recherche d'un emploi à temps partiel et inversement, une baisse de celle à la recherche d'un emploi à temps plein.

MARSHALL, K. « Travailler à temps partiel par choix », *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, printemps 2001, vol. 13, n° 1, p. 20 à 27.

SCHELLENBERG, G. *The changing nature of part-time work*, Canadian Council on Social Development, Ottawa, 1997, n° 4, « Social research series ».

TILLY, C. « Reasons for the continuing growth of part-time employment », *Monthly Labor Review*, Washington D.C., U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, mars 1991, vol. 114, n° 3, p. 10 à 18, « Working paper series », < <http://www.bls.gov/opub/mlr/1991/03/art2full.pdf> >.

Revenu de 1999 : un aperçu

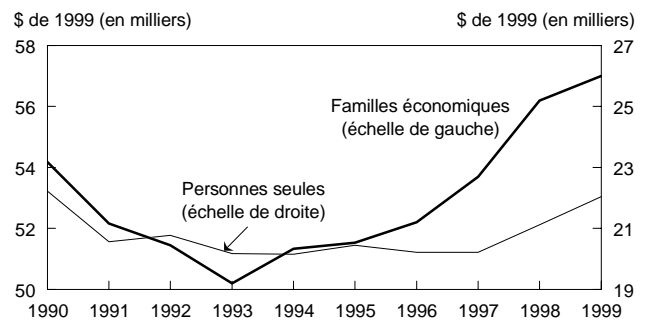
Cathy Cotton, Philip Giles et Heather Lathe

Revenu du marché

Le revenu moyen du marché des familles canadiennes de deux personnes ou plus était de 57 000 \$ en 1999, soit une hausse de 1,4 % par rapport à l'année précédente après avoir pris en compte l'inflation. Il s'agit d'une sixième année de croissance soutenue, quoique à un taux plus faible que les deux années précédentes. Le revenu moyen du marché a augmenté de 13,6 % depuis 1993, alors qu'il se chiffrait à 50 200 \$.

Le revenu moyen du marché des personnes ne vivant pas en famille (personnes seules) s'établissait à 22 000 \$ en 1999, ce qui représentait une croissance de 4,3 % par rapport à l'année précédente. Il s'agissait d'une deuxième année consécutive où la croissance du revenu moyen du marché dépassait 4 % chez les personnes seules. En raison surtout des augmentations en 1998 et en 1999, le revenu moyen du marché des personnes seules terminait la décennie à peu près au même niveau qu'il y a 10 ans.

Graphique A : Revenu du marché

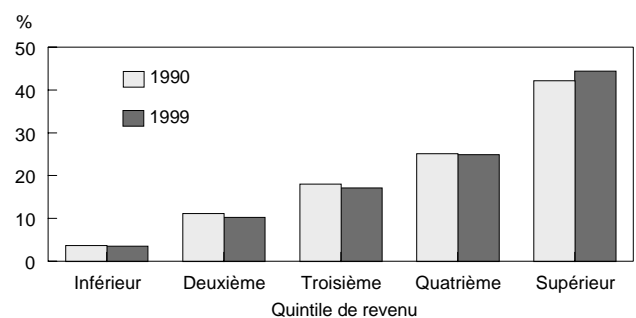


Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990 à 1995; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1996 à 1999

Inégalité du revenu du marché

Si les familles sont classées selon leur revenu, du niveau inférieur au niveau supérieur, les familles dont le revenu se situait dans le quintile supérieur ont gagné 44,4 % de tout le revenu du marché en 1999, comparativement à 3,5 % pour les familles appartenant au quintile inférieur. Pour chaque dollar que les familles du quintile inférieur gagnaient, les familles du quintile supérieur gagnaient près de 13 dollars.

Graphique B : Parts du revenu du marché



Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1999

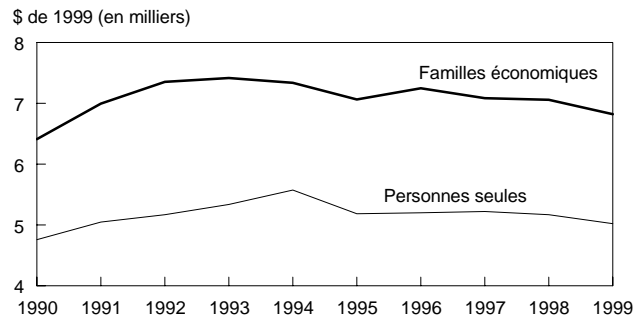
Les auteurs sont au service de la Division de la statistique du revenu. On peut communiquer avec Cathy Cotton au (613) 951-2300 ou à cathy.cotton@statcan.ca; Philip Giles, au (613) 951-2891 ou à giles@statcan.ca; Heather Lathe, au (613) 951-3808 ou à heather.lathe@statcan.ca.

Tendance à la baisse des transferts gouvernementaux

En moyenne, les transferts gouvernementaux aux familles constituées de deux personnes ou plus se chiffraient à 6 800 \$ en 1999, une diminution de 3,3 % par rapport à 1998. Les transferts gouvernementaux aux familles ont atteint un sommet en 1993 et ont diminué de 8,0 % depuis.

En 1999, les personnes seules ont reçu en moyenne 5 000 \$ en transferts, soit une baisse de 2,9 % par rapport à 1998 et de 10,0 % comparativement au sommet atteint en 1994.

Graphique C : Transferts gouvernementaux moyens



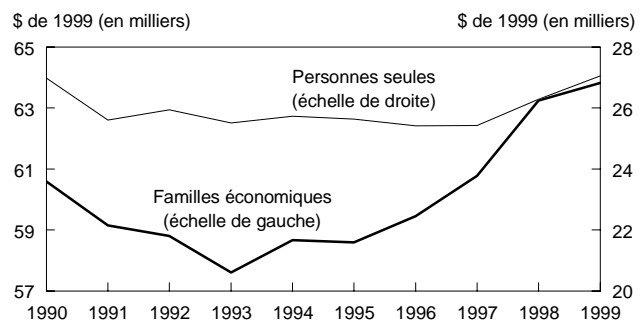
Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990 à 1995; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1996 à 1999

Revenu total

Toutes sources de revenu prises en compte, le revenu total moyen des familles économiques canadiennes atteignait 63 800 \$ en 1999, ce qui constitue une augmentation de 0,9 % par rapport à 1998. Le revenu total moyen des personnes seules était de 27 100 \$, soit une hausse de 2,9 %. Le revenu familial total a augmenté de 10,8 % depuis 1993, alors qu'il touchait son plus bas niveau de la décennie.

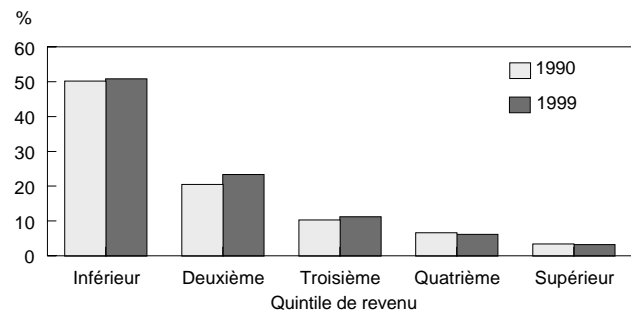
Dans le cas des familles dont le revenu se situait dans le quintile inférieur, les transferts gouvernementaux ont contribué à environ la moitié (50,8 %) de tout le revenu touché en 1999. Pour les familles du quintile supérieur, seulement 3,2 % du revenu provenait des transferts. En raison des transferts, la répartition du revenu total est plus égale que la répartition du revenu du marché. En fonction du revenu total, les familles appartenant au quintile supérieur ont touché environ six dollars et demi pour chaque dollar qu'ont touché les familles du quintile inférieur. En somme, cela signifie que les familles du quintile supérieur ont reçu 40,9 % du revenu total, comparativement à 6,3 % pour les familles du quintile inférieur. Il s'agit là d'un partage légèrement plus inégal que 10 ans auparavant, alors que les pourcentages étaient de 39,1 % et de 6,4 %.

Graphique D : Revenu total moyen



Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990 à 1995; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1996 à 1999

Graphique E : Transferts en proportion du revenu total



Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1999

Sources des données et définitions

Les données de la présente étude sont tirées de deux enquêtes. L'**Enquête sur la dynamique du travail et du revenu** est une enquête-ménage longitudinale lancée en janvier 1993. L'**Enquête sur les finances des consommateurs** était un supplément annuel de l'Enquête sur la population active.

Revenu du marché : ensemble des gains (provenant d'un emploi rémunéré ou d'un emploi autonome), revenus de placements, revenus de retraite (régime de retraite privé) et « autres revenus ». Ne sont pas compris les transferts gouvernementaux. Le revenu du marché est aussi appelé revenu avant impôt et transferts.

Transferts gouvernementaux : tous les versements directs aux particuliers et aux familles effectués par les administrations fédérale, provinciales et municipales : la pension de sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti, l'allocation au conjoint, les prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les prestations fiscales pour enfants, les prestations d'assurance-emploi et d'indemnisation

des accidentés du travail, les crédits pour la taxe sur les produits et services ou pour la taxe de vente harmonisée, les crédits d'impôt remboursables provinciaux ou territoriaux, les prestations d'aide sociale et autres versements gouvernementaux.

Revenu total : revenu de toute provenance avant déduction des impôts fédéral et provincial, c'est-à-dire le revenu du marché plus les transferts gouvernementaux.

Revenu après impôt : revenu total moins l'impôt.

Famille économique : deux personnes ou plus qui partagent un même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par adoption ou qui vivent en union libre.

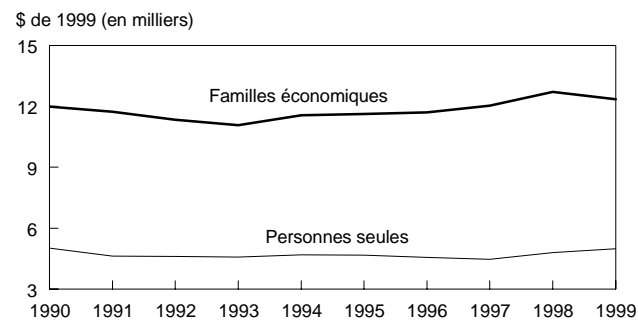
Quintiles : les quintiles, pour toute mesure du revenu, sont établis en classant les familles par ordre croissant du revenu et en divisant l'ensemble de l'échantillon en cinq parties égales. Le quintile supérieur correspond aux 20 % des familles ayant les revenus les plus élevés, alors que le quintile inférieur est relatif aux 20 % des familles ayant les plus faibles revenus.

Diminution de l'impôt sur le revenu chez les familles

En 1999, la famille moyenne payait 12 300 \$ en impôt sur le revenu, soit une baisse de 2,8 % par rapport à 1998. L'impôt payé en 1998 représentait le plus haut niveau de la décennie.

La proportion de l'impôt payé par catégorie de revenu a quelque peu varié au cours des 10 dernières années. Ainsi, la part de l'impôt versée par les familles appartenant au quintile inférieur a augmenté mais est demeurée relativement faible, passant de 1,6 % en 1990 à 1,9 % en 1999. La part de l'impôt total versée par les familles appartenant au quintile supérieur en 1999 a aussi connu une hausse, passant de 48,7 % en 1990 à 51,8 % en 1999.

Graphique F : Impôt moyen sur le revenu



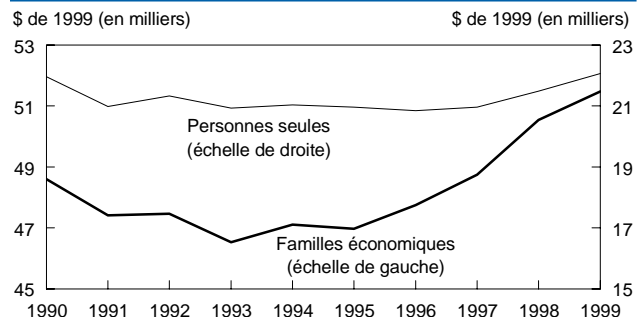
Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990 à 1995; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1996 à 1999

Revenu après impôt

On estime à 51 500 \$ le revenu après impôt de la famille moyenne en 1999, soit une hausse de 1,9 % par rapport à 1998. Le revenu moyen après impôt des personnes seules était de 22 100 \$, ce qui représente une hausse de 2,7 % par rapport à l'année précédente.

Comme les transferts, l'impôt réduit l'inégalité du revenu. Les familles du quintile supérieur touchaient 38,3 % de tous les dollars après impôt comparative-ment à 7,4 % pour les familles du quintile inférieur, soit un ratio d'environ 5 pour 1.

Graphique G : Revenu après impôt



Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990 à 1995; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1996 à 1999

Moins de familles à faible revenu en 1999

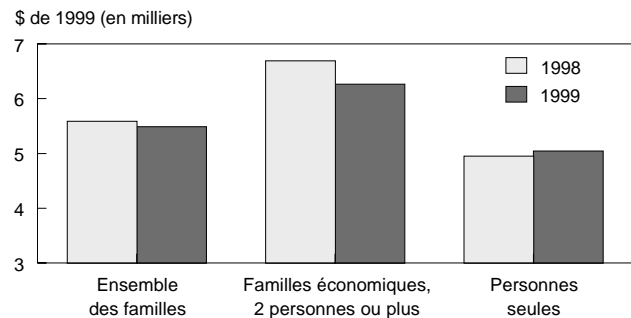
On estime à 723 000 le nombre de familles à faible revenu après impôt en 1999, soit une baisse par rapport aux 737 000 enregistrées en 1998. Le taux de faible revenu chez les familles était de 8,6 %, soit le taux le plus bas depuis 1990 (8,5 %). La situation financière des familles sous le seuil de faible revenu s'était également améliorée. Ces familles auraient eu besoin, en moyenne, d'une somme supplémentaire de 6 300 \$ après impôt pour atteindre le seuil de faible revenu, comparativement à 6 700 \$ en 1998.

Parmi les personnes seules, 1 280 000 avaient un faible revenu en 1999, un nombre presque inchangé par rapport à 1998. Elles auraient eu besoin de 5 000 \$ de plus pour franchir le seuil de faible revenu en 1999.

Le taux de faible revenu pour les personnes a aussi diminué. En 1999, 11,8 % de tous les Canadiens, soit environ 3,6 millions de personnes, avaient un faible revenu après impôt. Après avoir connu une hausse soutenue au début des années 1990, le taux prédominant de faible revenu atteignait un sommet de 14,0 % en 1996 et il n'a cessé de diminuer depuis.

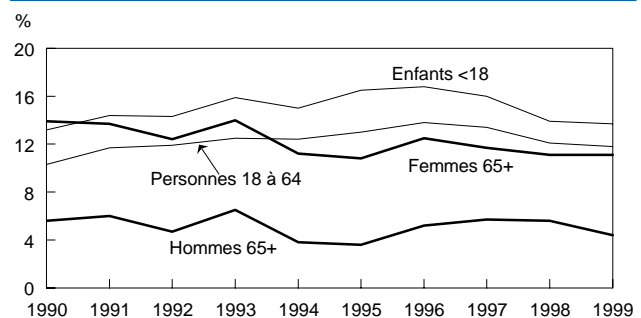
En 1999, 962 000 enfants vivaient dans des familles à faible revenu, un nombre inférieur par rapport aux 978 000 enregistrés en 1998. La proportion diminué depuis 1996, année où elle atteignait un sommet de 16,8 % sur une base de revenu après impôt. Ce taux a par la suite chuté à 13,9 % en 1998 et à 13,7 % en 1999.

Graphique H : Montant moyen requis après impôt afin d'atteindre le seuil de faible revenu



Source : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu

Graphique I : Taux de faible revenu selon le revenu après impôt

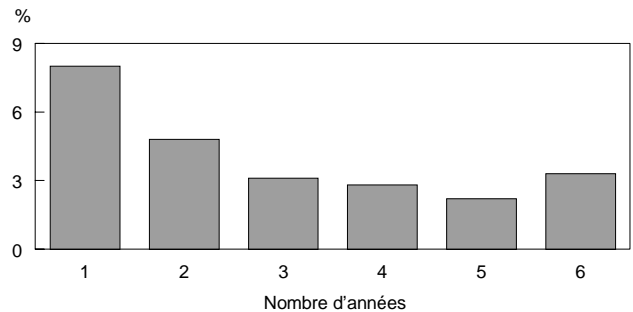


Sources : Enquête sur les finances des consommateurs, 1990 à 1995; Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1996 à 1999

Le faible revenu touche presque une personne sur quatre au cours d'une période de six ans

Environ le quart des Canadiens ont eu un faible revenu pendant au moins une année au cours de la période de six ans débutant en 1993. Plus particulièrement, 8,0 % des Canadiens ont connu une année de faible revenu et 4,8 % en ont connu deux (pas nécessairement consécutives). À l'autre extrême, 3,3 % de la population est demeurée sous le seuil de faible revenu tout au long des six ans.

Graphique J : Persistance du faible revenu, 1993 à 1998



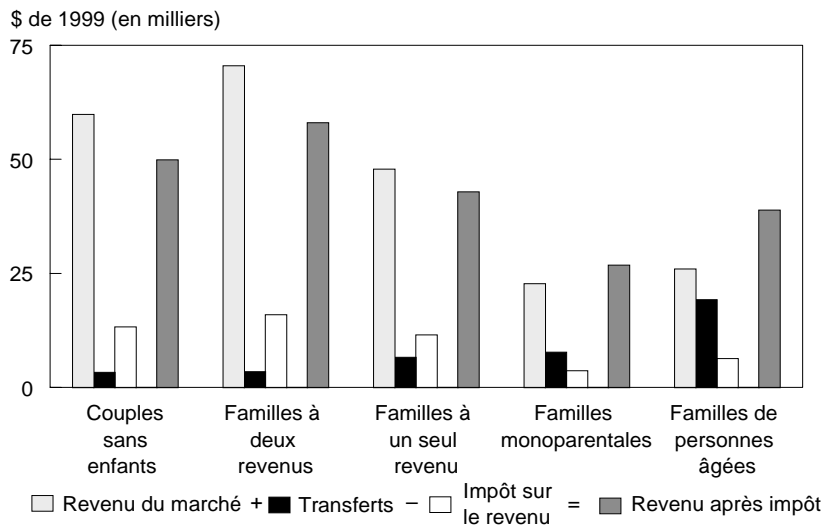
Source : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu

Incidence des transferts et de l'impôt d'un type de famille à l'autre

En 1999, le couple marié moyen sans enfants à la maison gagnait un revenu du marché d'environ 59 900 \$. Il touchait une somme additionnelle de 3 300 \$ en transferts gouvernementaux mais payait 13 300 \$ en impôt. Il recevait donc, en moyenne, 49 900 \$ après impôt. Une fois l'impôt et les transferts pris en considération, ce type de famille conservait 83,4 % de son revenu du marché.

Les familles où les deux parents gagnaient un revenu touchaient un revenu du marché supérieur (70 500 \$) et un revenu après impôt supérieur (58 100 \$), mais elles ont conservé à peu près la même portion du revenu du marché, soit 82,4 %. En 1999, les couples avec enfants où un seul parent gagnait un revenu touchaient un revenu du marché considérablement inférieur, soit 47 800 \$ en moyenne. Toutefois, en raison de transferts gouvernementaux quelque peu supérieurs et d'un impôt sur le revenu moins élevé, leur revenu après impôt, soit 42 900 \$, correspondait à 89,7 % de leur revenu du marché.

Graphique K : Transferts et impôt selon le type de famille



Source : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu

En 1999, les familles monoparentales avaient en moyenne un revenu du marché de 22 800 \$. Elles touchaient plus en transferts gouvernementaux qu'elles payaient d'impôt, leur laissant ainsi un revenu après impôt supérieur, soit 26 800 \$. Il en était de même pour les familles dont le chef est une personne âgée. En 1999, leur revenu du marché était en moyenne

de 25 900 \$ tandis que leur revenu après impôt était de 38 800 \$. Les personnes âgées seules, en particulier les femmes, enregistraient de très faibles niveaux de revenu. Les hommes âgés seuls touchaient en moyenne un revenu après impôt de 22 600 \$ et les femmes, un revenu après impôt de 18 400 \$.

Perspective